

Le Chantier Naval Forillon poursuit son ascension

page 3

Photo Jean-Philippe Thibault



Photo Jean-Philippe Thibault



Fermera ou fermera pas?

page 5

Photo courtoisie Tourisme Gaspésie



Les musées crient famine page 15

En cavale pendant 9 jours

Simon Couture-Giroux, un homme de 32 ans de Chandler recherché pour diverses infractions, a donné du fil à retordre aux policiers.

Journal Le Soir

L'individu était recherché pour des délits commis dans le secteur de Grande-Rivière le 19 octobre dernier, notamment en matière d'introduction par effraction, de vol qualifié et d'agression armée.

Selon la Sûreté du Québec, l'homme se serait introduit dans une résidence de Grande-Rivière avec une autre personne. Celle-ci a toutefois été arrêtée le 21 octobre. Le propriétaire des lieux avait subi des blessures mineures.

Cinq jours après les faits, la Sûreté du Québec a fait appel au public pour retrouver le fugitif. Le trentenaire a finalement été appréhendé neuf jours suivant le délit initial, le 28 octobre.

Simon Couture-Giroux fait finalement face à huit chefs d'accusation, dont extorsion, entrave à un agent de la paix, méfait et vol de moins de 5 000 \$.



Simon Couture-Giroux. Photo fournie par la Sûreté du Québec



Un rorqual retrouvé échoué à Grande-Vallée

Toute une surprise attendait les résidents de Grande-Vallée alors qu'un rorqual commun a été retrouvé échoué sur la grève le 24 octobre. La carcasse faisait près de 20 mètres de long. La cause du décès n'était pas connue au moment de mettre sous presse et la décision de procéder ou non à une nécropsie n'avait pas encore été prise, mais l'animal était connu des scientifiques depuis plus de 35 ans. (J.P.)



Embardée de deux mètres

Un accident de la route s'est produit le 29 octobre vers 6 h 30 sur le boulevard de L'Anse-à-Valleau, à Gaspé. Les services d'urgence ont été appelés sur les lieux après qu'un véhicule ait raté une courbe. «Il a quitté la chaussée pour tomber dans un secteur boisé deux mètres plus bas. Il a terminé sa course contre un arbre», explique une porte-parole de la SQ. Le conducteur, un homme dans la vingtaine, a été amené d'urgence à l'hôpital de Gaspé. Il ne portait pas sa ceinture de sécurité de façon adéquate et se serait déplacé à l'intérieur de l'habitacle, sans toutefois être éjecté. La SQ craignait initialement pour sa vie, mais s'est ravisée plus tard en faisant état de blessures sérieuses. «Le chauffeur avait un permis révoqué en raison de points d'inaptitude et plusieurs théories sont étudiées comme la fatigue au volant ou les facultés affaiblies, mais rien n'est confirmé à l'heure actuelle», précise la SQ. (D.F.)

Un chasseur disparu retrouvé sans vie

Un chasseur de 48 ans de Caspédia-Saint-Jules dont les proches étaient sans nouvelle depuis le dimanche 26 octobre au soir a finalement été retrouvé sans vie le lendemain après-midi, près de Murdochville.

Nelson Sergerie

C'est le maître-chien de la Sûreté du Québec qui a fait la macabre découverte aux environs de 14 h 30. L'hélicoptère de la SQ qui participait aux recherches a ramené la dépouille de la victime vers la zone habitée.

L'homme, Philippe Arsenault, se trouvait à une certaine distance de Murdochville, selon la Sûreté du Québec. Des recherches avaient été entreprises, lundi matin, notamment avec l'utilisation de véhicules tout terrain et des marcheurs, en plus de l'hélicoptère du corps policier.

Une enquête a été ouverte en collaboration avec le coroner pour tenter de déterminer les causes et circonstances de ce tragique destin.



L'hélicoptère de la SQ a été mis à contribution. Photo Jean-Philippe Thibault

Coup double au Chantier Naval Forillon

Le *Baie de Gaspé* entrera en fonction le 1^{er} avril. Il remplacera le *Cap-aux-Meules*, construit en 1996. Photo Jean-Philippe Thibault

Deux événements marquants ont été soulignés au Chantier Naval Forillon avec la fin du contrat de construction de 10 navires de recherche et sauvetage et le début de l'assemblage d'un nouveau navire de recherche diesel-électrique pour la Garde côtière canadienne.

Nelson Sergerie

Devant un parterre d'employés fiers de la fin de ce chapitre et du début d'un autre, le président-directeur général, Jean-David Samuel, cachait mal la satisfaction du devoir accompli par son équipe, avec en toile de fond la croissance de l'entreprise au cours de la dernière décennie.

«On était 37 à l'époque lorsqu'on a eu le contrat, en 2015. Aujourd'hui, on est près de 100 travailleurs. Ça fait une belle croissance. On a aussi grandi en

capacité de gestion. On était trois ou quatre à l'époque et maintenant, on a une structure d'équipe qui est prête pour construire à peu près tous les bateaux de moins de 1000 tonnes ici à Gaspé.»

Le chantier avait obtenu le contrat pour six navires pour des bateaux de recherche et sauvetage en 2015, d'une valeur de 45 millions de dollars. Une option de quatre autres s'est ajoutée en 2018, pour 30 millions supplémentaires.

Le dernier de ces navires, le *Baie de Gaspé*, a été présenté ce 29 octobre à la Garde côtière canadienne, en présence de représentants de haut niveau et d'équipages de l'organisation fédérale. Celui-ci remplacera le *Cap-aux-Meules*, construit en 1996. Le nouveau navire prendra officiellement la mer le 1^{er} avril.

Un nouveau navire de recherche

Entre l'obtention du contrat et la fin de ce dernier, la pandémie a frappé, mais n'a pas eu un grand impact sur ses coûts de réalisation, malgré l'explosion des matières premières.

«On a été chanceux d'une certaine façon. On avait eu les quatre options en 2018 et fait beaucoup d'approvisionnement à long terme. Ça nous a beaucoup aidés. Au niveau de l'acier et de l'aluminium, c'était déjà acheté. Les moteurs aussi étaient déjà achetés. C'est vraiment dans les plus petits items où ça a eu un peu plus d'impact. La valeur était moindre. Ça nous a permis de rester compétitifs», note Jean-David Samuel. L'impact n'aura été qu'un petit pourcentage sur la marge de profit, précise-t-il.

Il y a un an, le Chantier Naval Forillon obtenait d'Ottawa le contrat pour construire le premier navire semi-hauturier de recherche halieutique hybride diesel-électrique pour la Garde côtière canadienne; un contrat d'une valeur de 55,5 millions.

«On a reçu l'acier. On est vraiment en construction depuis quelques semaines. Le projet avance bien et on devrait avoir une livraison dans deux ans environ», explique le PDG. Toute la phase de conception a été réalisée depuis l'annonce de l'obtention du contrat, en octobre 2024.

Le nouveau bateau, dont le nom n'a pas été annoncé mais qui fera référence aux Premières Nations, sera doté d'un système de stockage d'énergie par batterie. Il sera capable d'effectuer des opérations à basse vitesse sur batterie pendant 30 à 60 minutes par jour.

De plus, elles peuvent supporter les opérations de nuit pour éviter d'utiliser des générateurs portuaires, et ainsi générer moins de pollution et de bruit ambiant. Jusqu'à 40 travailleurs œuvreront sur la construction du nouveau navire lors des moments forts. D'autres contrats sont dans la mire du Chantier Naval Forillon.

«On cible autant au privé qu'au gouvernemental. Le secteur va bien. On regarde tout ce qui se passe. Oui, on veut continuer notre croissance», conclut le PDG.



La timonerie du *Baie de Gaspé*. Photo Jean-Philippe Thibault



Le PDG du Chantier Naval Forillon, Jean-David Samuel. Photo Jean-Philippe Thibault

Malgré tout, le nombre de producteurs agricoles reste stable en Gaspésie. Photo archives

«C'est le fun la passion, mais à un moment donné, il faut que ça paye»



La Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine comptent environ 240 producteurs agricoles. Photo archives - François Demontagne

Les producteurs agricoles de la Gaspésie demandent un soutien accru des autorités gouvernementales pour faire face aux coûts qui continuent de réduire leur marge de manœuvre.

Nelson Sergerie

«Il faut des programmes adaptés pour les régions éloignées. On est loin des marchés; on est loin des intrants», explique le premier vice-président de l'Union des producteurs agricoles, Paul Doyon. Celui-ci a participé à l'assemblée générale des producteurs de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine mercredi à New Richmond.

«Si on veut être dans le marché, ça prendra une réflexion pour comment on peut aider les régions. Leur demander à eux seuls de faire ça, c'est extrêmement difficile. Si on veut qu'il y ait de l'agriculture dans les régions

comme la Gaspésie, ça prend des programmes de soutien.»

Un des éléments qui rend difficile la vie des agriculteurs selon lui est la taxe carbone qui a été maintenue au Québec, contrairement au reste du Canada.

«Depuis le début de cette aventure, les producteurs ont mis 480 millions. Quand on parle d'accès au marché, c'est quand même beaucoup d'argent. C'était supposé servir au fonds d'électrification du Québec, mais c'est difficile d'électrifier le monde agricole», note Paul Doyon. Il souligne que l'an dernier, la taxe carbone a coûté 85 millions de dollars aux producteurs.

«La première demande qu'on fait est de mettre plus de budget dans les ententes régionales en fonction des besoins régionaux», mentionne pour

sa part le président de l'Union des producteurs agricoles Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Sylvain Arbour.

«Un tracteur que j'ai acheté il y a cinq ans, je l'ai payé 159 000 \$. Je l'ai changé l'an dernier, car c'était une location. Il a monté de 60 000 \$ en cinq ans, à 219 000 \$. Le même tracteur! C'est ça qu'on vit.»

Dépenses en hausse

Outre son tracteur, Sylvain Arbour évoque les coûts du diesel, le plastique pour l'emballage et les palettes pour exporter qui ont passablement augmenté.

«Moi, mon agneau, je le transporte à Luceville. Après, il s'en va sur le marché de Montréal et Québec. Si j'étais à Saint-Hyacinthe, ce serait moins cher.» Selon son évaluation, ses revenus ont augmenté de 10 %, mais ses dépenses de 30 %.

«Les producteurs qui se lancent dans l'aventure ont tous un deuxième emploi. Ils ne sont pas capables. Ils n'arrivent pas. Nous, on ne se donne pas de salaire depuis deux ans. Ma femme travaille à l'extérieur. Ma fille travaille à l'extérieur. C'est le fun la passion. Mais à un moment donné, il faut que ça paie», souligne celui qui est propriétaire de la Bergerie du Margot.

Ailleurs dans le monde, les gouvernements versent 2 % de leurs budgets à l'agriculture.

Ici, ce taux peine cependant à atteindre 1 %.

«Avec le nouveau ministre [Donald Martel au MAPAQ, son mandat sera assez court, mais ce qu'on lui demande, c'est de travailler avec l'Union des producteurs agricoles, ajoute Paul Doyon. Notre première demande, c'est le retrait de la taxe carbone et c'est très important. Aussi, la réactualisation des programmes pour la sécurité du revenu. Et investir davantage en agriculture.»

Malgré les soubresauts, le nombre de producteurs reste stable en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.

La sécheresse ajoute aux problèmes

En définitive, la Baie-des-Chaleurs a manqué d'eau cet été, ce qui n'a pas aidé les producteurs à récolter de bons résultats. Depuis le début d'octobre, seulement 46 mm ont été mesurés à la station de New Carlisle. La normale est de 116 mm. Depuis juin, seulement 174 mm sont tombés, soit en somme deux fois moins que la normale de 363 mm.

«Il n'y a pas eu de deuxième coupe de foin. Les patates sont toutes petites. Peut-être la moitié des patates sont restées dans les champs, car elles passaient dans les grilles. Ça va prendre de l'aide pour les producteurs de pommes de terre», souligne Sylvain Arbour, qui a été réélu pour un nouveau mandat de deux ans à la présidence régionale de l'UPA.

Pas de fermetures de la SQ en Gaspésie

Le premier ministre François Legault a été clair : pas question de fermer les postes auxiliaires de la Sûreté du Québec (SQ) dans l'effort de 120 millions de dollars demandé au corps policier dans le contexte des finances publiques serrées.



Nelson Sergerie
jpthibault@lesoir.ca

Quebecor laissait entendre récemment que Québec voulait notamment fermer les postes auxiliaires pour répondre à la demande du gouvernement.

En Gaspésie, les postes auxiliaires de Matapédia, New Carlisle et Grande-Vallée étaient dans la mire de l'état-major de la SQ.

Questionné par le chef péquiste Paul Saint-Pierre Plamondon à la période de questions à l'Assemblée nationale, François Legault a été clair.

« Il n'y a aucun plan qui a été approuvé. On regarde dans tous les ministères pour réduire la bureaucratie sans toucher aux services », a répondu le premier ministre.

« Je tiens à rectifier le tir. On n'a pas approuvé ce qui est sorti dans les médias. On veut s'attaquer à la bureaucratie. »

– Catherine Blouin, députée de Bonaventure

Les élus subjugués

L'annonce de cette possibilité de fermer des postes de la SQ a fait réagir rapidement le milieu politique en Gaspésie.

Dans La Côte-de-Gaspé, le poste de Grande-Vallée se trouve à une centaine de kilomètres des postes principaux de Gaspé et de Sainte-Anne-des-Monts.

« C'est un ballon qui semble avoir été lancé par l'état-major de la SQ. Ils ont proposé un plan au ministre et il ne semble pas en accord », commente le préfet Daniel Côté. Ce dernier précise qu'il a pu parler directement au ministre de la Sécurité publique, Ian Lafrenière.



Stéphane Sainte-Croix, François Legault et Catherine Blouin ont rapidement mis le couvercle sur la marmite. Photo Jean-Philippe Thibault

« On va demeurer sur nos gardes, car c'est un éternel combat. On a vu dans les dernières années le poste des agents de la faune coupé à Grande-Vallée. Il y a toujours des menaces de coupures au CLSC de Grande-Vallée et là, c'est le poste de la Sûreté du Québec. »

Le président de la Table des préfets de la Gaspésie et président de la Table de la sécurité publique Avignon-Bonaventure, Mathieu Lapointe, se montre lui aussi préoccupé par ce genre d'annonce.

« On va demeurer vigilant, mais c'est préoccupant. C'est important de maintenir ces postes. Le poste de Matapédia relève d'Amqui. Ça voudrait dire qu'on aurait des policiers qui partiraient d'Amqui pour couvrir les 140 kilomètres desservis par



Les postes auxiliaires de Matapédia, New Carlisle et Grande-Vallée étaient dans la mire de l'état-major de la SQ, selon le plan initial de l'état-major. Photo fournie par la Sûreté du Québec – Olivier Leclerc

ner. On veut que la Sûreté du Québec et le ministre changent d'avis. On va rappeler l'importance et la pertinence d'avoir ces postes », poursuit le président de la Table.

Des bémols de la députée

Catherine Blouin, la députée de Bonaventure, se veut toutefois rassurante, à l'image de son chef.

« Je tiens à rectifier le tir. On n'a pas approuvé ce qui est sorti dans les médias. On veut s'attaquer à la bureaucratie et c'est dans tous les secteurs. Ce qu'on a demandé à la Sûreté du Québec c'est de proposer un plan pour revenir à l'équilibre budgétaire et quand ils ont proposé ce plan, le ministre ne l'a pas accepté. Il leur a demandé de retourner à la planche à dessin. »

Matapédia. C'est un non-sens pour la sécurité de la population d'Avignon et de Bonaventure. »

De plus, aucun signal cellulaire n'est recevable entre Amqui et Matapédia durant 30 minutes lors d'un appel d'urgence. « Ça ne peut pas fonction-



Les Amputés de guerre

Le Service des plaques porte-clés protège vos clés et aide les enfants amputés depuis 50 ans!



Commandez gratuitement des plaques porte-clés à amputesdeguerre.ca.





L'improbable embrasement du monde

Nous sommes en 2025, le monde est en ébullition, les spéculations se multiplient à un rythme effarant. Le monde va-t-il s'embraser? Certains affirment que la 3e guerre mondiale est à nos portes.

Donald Trump fait trembler l'OTAN avec ses menaces à peine voilées de désengagement. Le chef d'État-major des armées françaises, Fabien Mandon, parle même de 2029 comme d'une possibilité pour la Russie. Selon lui, celle-ci aura alors eu le temps de reconstituer son arsenal militaire pour engager le combat contre les pays de l'OTAN.

Sa suggestion est simple : prendre les devants et battre la Russie pendant qu'elle en a déjà plein les bras avec l'Ukraine. Vous savez, la possibilité d'une guerre est bel et bien réelle pour les Européens. La 2e guerre mondiale s'est passée dans leurs cours, contrairement à nous, en Amérique. Nous n'avons jamais eu à nous battre au 20e siècle sur notre territoire. Le Vieux Continent sait ce que veut dire l'expression *zone de guerre*.

Des éléments qu'on ne peut ignorer

Cependant, il y a aussi une autre réflexion qui émerge actuellement. Elle est tout autre. Elle prend en compte quelques éléments fondamentaux qu'on ne peut ignorer de nos jours, et qui n'existaient pas au 20e siècle.

Il y a, par exemple, le taux de natalité, qui change complètement la donne. Au milieu du 20e siècle, il était fréquent de voir des familles de 5, 6 ou même 12 enfants et plus. On pouvait entendre : « J'ai donné deux enfants au nom de la liberté. » Une autre famille, trois. Dans bien des cas, la descendance familiale était tout de



La poignée de main entre Vladimir Poutine et Donald Trump lors de leur rencontre en Alaska, le 15 août dernier. Photo AFP/Andrew Caballero-Reynolds

même assurée, vu le nombre d'enfants restants en vie pour assumer la relève.

« Comme peuple, serions-nous capables d'assumer la mort au combat d'un ou deux enfants d'une même famille ? »

Nous n'en sommes plus là. Le taux de natalité est en dessous de 2 à peu près partout sur la planète. La Chine gère tant bien que mal ce problème, qui est majeur pour elle présentement. Un enfant par famille en moyenne depuis 40 ou 50 ans. La Chine, qui compte actuellement plus de 1,2 milliard d'habitants, pourrait se retrouver avec moins de 700 millions de personnes d'ici 60 ou 70 ans. Ce phénomène se vit un peu partout sur

la Terre. Regardez ici, au Canada : la fin des baby-boomers pose tout un problème. La population vieillit, il n'y a pas assez de naissances pour prendre la relève.

Comme peuple, serions-nous capables d'assumer la mort au combat d'un enfant unique, ou même de deux enfants d'une même famille, tout en sachant que cela ferait disparaître leur descendance parce qu'ils ont été appelés sous les drapeaux? Cette question trotte dans la tête de bien des dirigeants du monde politique. Quel sera le seuil de tolérance du peuple en cas de guerre?

Fini les alliances

Un autre phénomène, non négligeable, est que, contrairement au passé, il n'y a plus d'alliance entre petits pays frontaliers sur le Vieux Continent. L'OTAN a tout absorbé. La Russie, elle, ne parvient pas à se faire des alliés. La Corée du Nord, oui, mais pour combien de temps? L'Inde reste tiède, sans plus. La Chine avance un peu, puis recule. Elle a trop à perdre sur le plan économique. Pourquoi

faire la guerre contre ses clients? La Chine exporte dans le monde entier. Ce serait se tirer dans le pied.

Le libre-échange a amené de la richesse dans le monde entier; il a abaissé les frontières sur le plan économique. Le marché est devenu mondial. Quoi faire si tu réduis le marché des acheteurs à néant en déclarant la guerre? Comment s'enrichir quand il n'y a plus d'acheteurs?

Après réflexion, je ne crois plus à une 3e guerre mondiale. Il n'y a plus d'alliance entre les petits pays frontaliers pour mettre le feu aux poudres. Le manque d'enfants en relève, dans bien des pays, est devenu un problème majeur, tandis que le libre-échange fait en sorte que les marchés sont maintenant mondiaux. Si l'OTAN s'était dissoute, comme le suggérait le général français Vincent Desportes lors de la chute du mur de Berlin, le 9 novembre 1989, nous n'en serions pas là aujourd'hui. Voilà où mène le mensonge. Une fête en 1989 est devenue l'un des premiers grands problèmes militaires du 21e siècle.

Impossible de conclure à l'inévitabilité

La coroner Géhane Kamel ne peut pas déterminer hors de tout doute si l'attaque au camion-bélier du 13 mars 2023 à Amqui, qui a notamment coûté la vie à Simon-Guillaume Bourget originaire de Gaspé, aurait pu être évitée.



Olivier Therriault
oetherriault@lesoir.ca

Dans son rapport daté du 10 octobre, la coroner écrit que la question demeure «sans réponse définitive» après avoir enquêté aussi sur les décès de Gérald Charest et Jean Lafrenière, décédés dans le drame perpétré par Steeve Gagnon. Selon ses conclusions, l'homme menait une existence marquée par l'isolement. Il n'avait jamais tenu de propos suicidaires ou violents. Les victimes ont succombé à des polytraumatismes causés par

l'impact, précise le document.

«Rien ne laissait entrevoir un danger imminent», écrit la coroner. Gagnon n'était pas connu des autorités policières, à l'exception d'une lettre confuse transmise quelques semaines avant la tragédie, le 23 janvier 2023.

Devant ce constat, la coroner reconnaît qu'il est «difficile de formuler des recommandations précises». Elle insiste toutefois sur l'importance de renforcer la collaboration entre les milieux policiers, médicaux et sociaux afin de mieux repérer les signaux faibles.

« Rien ne laissait entrevoir un danger imminent. [Il est] difficile de formuler des recommandations précises. »

— Extrait du rapport de la coroner

Attaque délibérée

Plusieurs piétons circulant sur le boulevard Saint-Benoît Ouest à Amqui, le



Steeve Gagnon est escorté par la police lors de sa première comparution à Amqui. La Presse Canadienne- Jacques Boissinot

13 mars 2023, ont été happés par la camionnette de Steeve Gagnon. Le conducteur a percuté des personnes à trois endroits distincts sur une distance d'environ 500 mètres, avant de rebrousser chemin pour observer les lieux. L'homme s'est ensuite présenté de lui-même au poste de police en déclarant : «Je viens me faire mettre en état d'arrestation.»

Des lettres et des vidéos retrouvées à son domicile ont révélé ses intentions. Sur certains enregistrements, il évoquait même le projet de s'en prendre à des enfants dans des écoles.

Verdict du jury

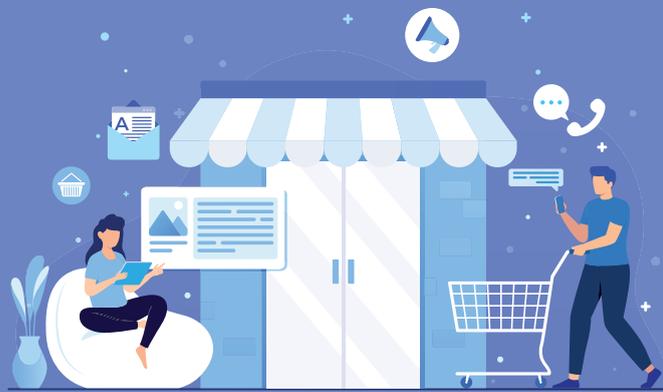
En juin dernier, Steeve Gagnon a été reconnu coupable de trois meurtres au premier degré et de deux tentatives de meurtre à l'aide d'un véhicule à moteur. Après deux jours de délibérations, les jurés ont conclu que les événements étaient bel et bien le fruit d'un acte planifié, commis avec l'intention de tuer.

Steeve Gagnon purge actuellement une peine d'emprisonnement à vie sans possibilité de libération conditionnelle avant 25 ans.



La scène du drame survenu sur le boulevard Saint-Benoît à Amqui, le 13 mars 2023 Photo Xavier Dionne

NOUVEAU SERVICE !
NOUS AFFICHONS
VOS PETITES ANNONCES
À PETITS PRIX



CONTACTEZ-NOUS
fmimeault@lesoir.ca
581 805-9908 poste 3240

Le SOIR

Panorama des régions de l'Institut de la statistique

Quelques statistiques encourageantes pour la Gaspésie

Dans Rocher-Percé, après avoir connu des pertes démographiques dans les deux dernières années, un total de 11 nouvelles personnes se sont ajoutées pour totaliser 17 179 habitants. Photo fournie par Tourisme Gaspésie – Mathieu Dupuis

Le Panorama des régions publié par l'Institut de la statistique du Québec montre que la Gaspésie fait de légères progressions sur plusieurs aspects.



Nelson Sergerie
nsergerie@lesoir.ca

La population régionale a connu une croissance de 277 habitants pour atteindre 92 336 personnes au 1^{er} juillet 2024.

La Côte-de-Gaspé a franchi la barre des 18 000 habitants pour un total de 18 002, suivie de près par la MRC de Bonaventure à 17 938. Il s'agit d'augmentations respectives de 157 et de 62 personnes.

Avignon et Rocher-Percé connaissent aussi des gains. Dans le cas du Rocher-Percé, après avoir connu des pertes pour les deux dernières années, un total de 11 nouvelles personnes se sont ajoutées pour totaliser 17 179 résidents. À l'inverse, la Haute-Gaspésie connaît un déclin pour une deuxième année consécutive, à 11 015 personnes.

Âge et revenus

Le vieillissement de la population se poursuit. L'âge moyen dans la région atteint maintenant 49 ans.

La proportion de personnes âgées de plus de 65 ans est de 34,5 % en

Haute-Gaspésie et 34,3 % dans Rocher-Percé, où l'âge moyen atteint maintenant 51,3 ans dans le secteur de Chandler.

On compte par ailleurs 5890 aînés dans Rocher-Percé et 3797 en Haute-Gaspésie. À cet endroit, la moyenne d'âge est de 50,8 ans. La MRC la plus jeune est Avignon, à 46,8 ans.

Le revenu moyen progresse quant à lui de 0,9 % pour atteindre 34 068 \$. C'est toujours sous la moyenne québécoise de 36 531 \$.

Le revenu médian des familles était par ailleurs de 87 400 \$, en recul sur les 89 443 \$ selon les calculs de l'année précédente. Seule la MRC de La Côte-de-Gaspé dépasse la moyenne régionale avec 34 448 \$.

C'est en Haute-Gaspésie que le revenu moyen est cependant le plus bas avec à peine 30 692 \$ pour une croissance de seulement 0,7 %. Seules les MRC des Sources, du Pontiac, de l'Administration régionale Kativik font moins bien que la Haute-Gaspésie à ce chapitre. La région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine vient au 13^e rang sur 17 au Québec.

Maisons et taux d'emploi

Après une hausse de 23 % l'an dernier, la valeur des résidences croît de 11,2 % à 232 050 \$. Il faut dire cependant que les Îles-de-la-Madeleine

et contribuent fortement avec une hausse de 18,5 %.

En Gaspésie, la valeur moyenne la plus élevée est sur La Côte-de-Gaspé à 247 090 \$, un gain de 10,5 %. Encore là, la Haute-Gaspésie ferme toutefois la marche avec une valeur moyenne de 171 572 \$.

La moyenne québécoise est de 474 001 \$.

Le taux d'emploi reste le plus faible du Québec à 68,5 %, ce qui signifie le taux de chômage le plus élevé de la province à 8,8 %. Malgré tout, depuis 2019, ce taux a baissé de 4,3 points de pourcentage.

Le produit intérieur brut a lui totalisé 4,3 milliards de dollars en 2023, un gain de 4,3 % sur l'année précédente. Par habitant, il représentait 47 049 \$, ce qui classe la région au 12^e rang sur 17 au Québec.

Les principaux secteurs économiques de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine sont au final les soins de santé et l'assistance sociale, qui représentent 12,8 % de l'économie régionale, la construction (10,8 %), l'administration publique (9,9 %) et la fabrication (9,2 %).

La valeur de l'agriculture, de la foresterie, des pêches et de la chasse ne sont pas publiées. Ces données sont considérées comme confidentielles.



Les résultats des élections municipales en ligne

Les élections municipales de dimanche n'avaient pas encore eu lieu au moment de mettre sous presse. Pour les principaux résultats de la soirée électorale et les commentaires des protagonistes, rendez-vous dès maintenant sur notre site Web. Un résumé sera également publié dans notre prochaine édition.

Toujours pas de solution cette année à la passerelle

Si le dossier de la passerelle à véhicules tout-terrains à Sainte-Madeleine est maintenant réglé pour les années futures, le problème demeurait entier au moment de mettre sous presse pour la présente saison de motoneige.

Jean-Philippe Thibault

La solution d'un service de navette est encore envisageable, mais quelqu'un devra défrayer les coûts. Chose certaine, ce ne sera pas le ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD), qui a payé la facture de 150 000 \$ l'an dernier. Les autres solutions comme des feux de circulation temporaires pour utiliser le pont routier situé à proximité demeurent proscrites.

«Aux mêmes questions, on a les mêmes réponses. Ce n'est pas possible de l'utiliser pour le passage des motoneiges pour des raisons de sécurité et d'entretien. Tout ça est connu», résume le député de Gaspé, Stéphane Sainte-Croix.

«L'alternative, c'est le retour de la navette. Il y a un fournisseur de service intéressé. Maintenant, il faut réunir la somme nécessaire. On avait été clair l'an passé sur l'aide exceptionnelle en fonction d'une situation tout autant exceptionnelle, qu'on ne peut



La passerelle demeure fermée cet hiver. Photo Club Motoneige Rapide Blanc



Le député de Gaspé a visité la passerelle l'an dernier. Photo fournie par le bureau du député de Gaspé

cependant pas plaider cette année [...] On l'avait appris l'an dernier le 11 novembre. On ne jette pas la pierre sur personne, mais je suis quand même un peu surpris qu'en date du 29 octobre on est encore à travailler au financement de tout ça.»

Pas dans la cour municipale

Pour le préfet de La Côte-de-Gaspé, ce n'est toutefois pas aux municipalités de payer le service de navette. «C'est de juridiction provinciale. Ce n'est pas nécessairement à nous, les élus locaux, de trouver une solution pour une piste de motoneige qui est à Trans-Québec. La passerelle devait être réparée l'an dernier, mais ce n'est certainement pas à cause des élus locaux qu'elle ne l'est pas. Et les municipalités locales n'ont de toute façon pas les moyens de payer ça», analyse Daniel Côté.

Pour sa part, l'enveloppe du Programme d'aide financière aux véhicules hors route gérée par la Table des préfets des MRC de la Gaspésie est épuisée. Celle-ci contenait 8,2 millions de dollars provenant de Québec. Une portion de 10 % a notamment été utilisée pour refaire la passerelle, soit quelque 800 000 \$. La Table des préfets avait jusqu'au 31

août pour signer des protocoles d'entente et utiliser l'ensemble des fonds. «La totalité des sommes confiées a été affectée», confirme le directeur du Regroupement des MRC de la Gaspésie, Jean-Michel Landry.

«De toute façon, ça doit servir à des solutions pérennes, pas à patcher des trous», ajoute Daniel Côté. Pour le préfet, la solution demeure liée à l'utilisation du pont routier de la route 132.

«Il faut que le MTQ s'ouvre les yeux sur une solution temporaire, quitte à ce qu'il y ait une réduction de vitesse sur le pont. On peut se mettre la tête dans le sable, mais il y a plein de motoneiges qui sont passées dessus l'an dernier sans risque pour la santé et la sécurité de personne. Si on balise et s'organise en conséquence de façon temporaire, c'est certain qu'on peut utiliser le pont.»

Tout le monde s'entend cependant sur le point que personne ne veut laisser le secteur de l'Estran isolé cet hiver. «On ne peut pas le priver des retombées économiques associées de la motoneige parce qu'il y a eu des écueils techniques, financiers et administratifs. Il faut trouver une solution», conclut le préfet.

Heureux du dénouement

Le maire de Sainte-Madeleine-de-la-Rivière-Madeleine, Joël Côté, se réjouit de l'annonce de la reconstruction de la passerelle pour motoneiges, annoncée pour 2026.

Dominique Fortier

Cette passerelle enjambant la rivière Madeleine avait vu le jour il y a 30 ans, jusqu'à sa fermeture pour des raisons de sécurité. «C'est une bonne nouvelle pour les motoneigistes puisque c'est le seul lien que les usagers peuvent se servir pour traverser la rivière sans utiliser la route 132 qui n'est pas très sécuritaire.»

L'absence de passerelle obligeait les usagers à passer par Murdochville. «Ça faisait que les gens court-circuitaient le secteur de l'Estran. Conséquemment, les restaurants, les dépanneurs, les stations d'essence et les établissements d'hébergement de notre coin écopaient.»

Joël Côté souhaite aussi qu'une alternative soit mise en place pour la saison 2025. Le ministère des Transports, qui a défrayé les coûts de navette de 150 000 \$ l'an dernier, a déjà annoncé que ce ne serait pas le cas cette année.



Le maire de Sainte-Madeleine-de-la-Rivière-Madeleine, Joël Côté. Photo Dominique Fortier



Le nouveau conseil d'administration d'établissement du CISSS de la Gaspésie s'est réuni à Gaspé.
Photo Nelson Sergerie

CISSS de la Gaspésie

Un premier conseil d'établissement

Le premier conseil d'administration d'établissement du CISSS de la Gaspésie depuis la création de Santé Québec s'est tenu ce 28 octobre à Gaspé. La rencontre a permis de mettre la table pour la suite des choses.

Nelson Sergerie

Le plus grand changement est dans la mécanique de la prise de décision. Auparavant, le conseil d'administration adoptait des résolutions qui étaient à exécuter par la direction de l'établissement.

« Il y a une façon de faire qui sera différente, mais qui mettra à contribution en amont un travail d'équipe. »

– Martin Pelletier, PDG du CISSS de la Gaspésie

Maintenant, le rôle du conseil est de donner des avis au président-directeur général, Martin Pelletier, qui aura le dernier mot.

«Je pense que les avis seront porteurs pour le PDG. Il y a une façon de faire qui sera différente, mais qui mettra à contribution en amont un travail d'équipe», évoque le premier gestionnaire de l'organisation.

Le plan d'établissement qui guidera les actions sur trois ans a été présenté avec des objectifs fondamentaux.

«Le plan va nous permettre aussi de faire autrement pour s'améliorer. Une performance qui n'est pas seulement financière, mais aussi pour les ressources humaines qui est un grand défi pour moi.»

Plusieurs défis

En plus d'un nouveau conseil d'établissement, le CISSS doit aussi s'affranchir de la main-d'œuvre indépendante en octobre 2026. Il en reste encore quelque 125 sur 4000 employés, ce qui fait une différence entre un déficit et un budget équilibré pour l'organisation. À un an de la date butoir, la dernière étape pour y parvenir ne sera pas simple.

«C'est beaucoup, pour tenter d'embaucher des gens qui demeurent déjà dans la région. Certains voudront peut-être emménager chez nous. Mais le chiffre est gros. On sait qu'on n'est pas tout seul au Québec», évoque Martin Pelletier.



Martin Pelletier, PDG du CISSS de la Gaspésie. Photo Jean-Philippe Thibault

La difficulté sera de s'arracher des dernières ressources disponibles alors que les grands centres ont déjà pigé dans le panier des travailleurs autonomes.

«On essaie d'être attractif et être intense dans notre recrutement. On fait tout ce qui peut être facilitant pour essayer de les embaucher», ajoute le PDG.

Si le CISSS n'avait pas recouru à la main-d'œuvre indépendante, son budget de 565 millions de dollars serait équilibré. Malgré tout, l'objectif de rapatrier ces gens de l'extérieur

du réseau est louable, estime Martin Pelletier. Le taux d'absentéisme du réseau atteint quant à lui 10 %, pour une multitude de raisons.

«On sait qu'on a beaucoup d'amélioration à faire. Il y a différents facteurs contributifs sur lesquels on n'a pas de contrôle, mais on a beaucoup d'efforts à faire pour la rétention. Là, on touche au climat de travail. Des fois, c'est le climat entre individus ou avec un supérieur. Il y a des choses qui arrivent et qu'on travaille.» Il espère en outre rendre la vie plus facile aux travailleurs.

Des médecins lorgnent le Nouveau-Brunswick

Avec l'adoption de la loi sur la rémunération des médecins, le nombre d'entre eux qui s'intéressent au Nouveau-Brunswick a fait un bond considérable en octobre.

Nelson Sergerie

Le débat qui fait rage depuis quelques semaines au Québec en a amené un grand nombre à s'intéresser à la province voisine.

«En moyenne, on reçoit de trois à quatre demandes de permis par mois de la part de médecins du Québec, explique la Dre Laurie Potter, registraire et directrice générale du Collège des médecins et chirurgiens du Nouveau-Brunswick. Le nombre de demandes de permis que nous avons reçues ce mois-ci de médecins québécois évolue chaque jour et se situe maintenant près de 40.»

Le *Soir* a sollicité l'Association des médecins omnipraticiens de la Gaspésie pour savoir combien d'entre eux ont cherché à s'informer sur les possibilités de pratique au Nouveau-Brunswick. Le courriel est resté sans réponse jusqu'ici. Il est tout de même possible de penser que les médecins intéressés à la province voisine n'arrivent pas tous de Gatineau ou de l'Abitibi.

Intention ≠ relocalisation

Toutes les demandes de permis ne mènent pas nécessairement à une relocalisation pour exercer au Nouveau-Brunswick.

«Toutefois, nous encourageons tous les candidats admissibles à envisager les avantages de la pratique médicale au Nouveau-Brunswick», souligne la Dre Potter.

Une fois le permis obtenu, il revient au médecin d'explorer les possibilités de pratique disponibles, puis de se relocaliser et de commencer à exercer.



L'hôpital de Campbellton est à moins de 5 km du centre de Pointe-à-la-Croix, en Gaspésie. Photo Réseau de santé Vitalité

«En tant que seule province officiellement bilingue au Canada, le Nouveau-Brunswick offre des possibilités de pratique et des modes de vie très attrayants pour les médecins québécois qui souhaitent déménager, et nous accueillons favorablement leurs demandes de permis. Nous croyons fermement que les médecins intéressés à pratiquer au Nouveau-Brunswick y trouveront le mode de vie qu'ils recherchent ainsi que des collègues bienveillants», soutient la médecin.

« En moyenne, on reçoit de trois à quatre demandes de permis par mois [...] ce mois-ci [c'est] près de 40. »

– Dre Laurie Potter, DG du Collège des médecins et chirurgiens du Nouveau-Brunswick

Le Réseau de santé vitalité, qui gère le réseau francophone hospitalier du Nouveau-Brunswick, mentionne que

le Québec fait partie des provinces ciblées dans les efforts de recrutement.

«Notre stratégie de recrutement, qui vise à la fois les médecins en exercice et les médecins en formation, comprend la participation à plusieurs salons carrières et conférences au niveau canadien, américain et international, en partenariat avec le gouvernement du Nouveau-Brunswick», écrit-on dans une réponse transmise par courriel.

«Nous avons d'ailleurs une campagne publicitaire en cours au Québec, en prévision de notre participation à la Conférence des médecins francophones du Canada, qui a lieu cette semaine à Montréal. Tout au long de l'année, nous menons également différentes initiatives de visibilité, notamment par l'entremise de magazines spécialisés et d'associations professionnelles, afin de rejoindre les médecins et les résidents en médecine intéressés à pratiquer chez nous», note le Réseau qui n'a pas indiqué – malgré notre insistance – le nombre de médecins de la Gaspésie qui œuvrent dans son organisation. Il nous réfère plutôt au Collège des médecins et chirurgiens.

Bilan de la Financière agricole

La Financière agricole Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine a accordé 43 prêts pour une valeur de 6 millions de dollars pour son exercice financier annuel terminé le 31 mars.

Nelson Sergerie

C'est ce que révèle l'organisme dans son plus récent rapport annuel. Il s'agit d'une baisse marquée par rapport l'année précédente où 65 prêts avaient été accordés pour une valeur de 9,4 millions.

Dans la dernière année, ce sont 101 clients qui avaient souscrit à l'assurance récolte et qui ont reçu des indemnités totalisant 657 000 \$. Ils étaient 95, mais avaient reçu 1,8 million un an plus tôt.

L'assurance pour la stabilisation des revenus comptait 69 clients assurés qui ont reçu des compensations pour 1,6 million, contre 76 personnes pour 2 millions en compensations.

Le programme Agri-stabilité a pu compter sur 102 participants. Des paiements de 746 000 \$ ont été faits.

Cependant, seulement 364 000 \$ avaient été versés à 100 participants l'an dernier.



Photo courtoisie

Vous cherchez une façon de vous distinguer?

PENSEZ À NOS VERSIONS WEB ET PAPIER



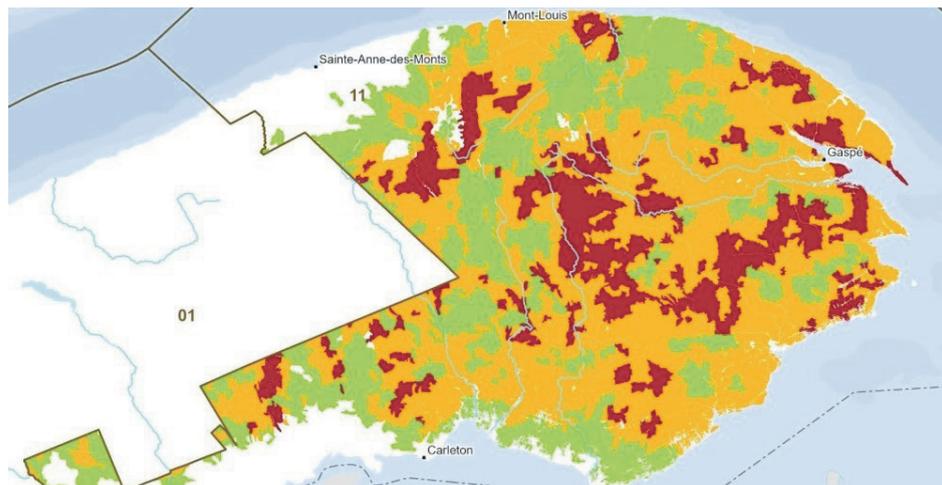
Nos spécialistes en solutions
médias sauront vous guider grâce
à leur savoir-faire éprouvé.

On vous remarquera à tout coup!

581 805-9908 poste 3170

Le **SOIR**

La tordeuse continue sa destruction



Le secteur du Rocher-Percé est particulièrement touché par la tordeuse. Photo SOPFIM

L'épidémie de tordeuse du bourgeon de l'épinette continue de s'étendre à l'ouest de la Gaspésie alors que la superficie totale de défoliation atteint maintenant 1 690 000 hectares.

Nelson Sergerie

C'est pratiquement 100 000 hectares de plus que l'an dernier, où la superficie était estimée à 1 596 000 hectares.

C'est ce que montre le bilan de saison de la Société de protection des forêts contre les insectes et les maladies

(SOPFIM) de l'année 2025.

«Les cartes parlent et quand on compare 2024 et 2025, on note une augmentation de l'étendue. C'est pratiquement toute la Gaspésie. On voit aussi un fait intéressant, soit une diminution de l'intensité», note la directrice générale, Marie-Louise Dubé.

Le secteur du Rocher-Percé est particulièrement touché. Lorsqu'on regarde la carte, c'est le secteur le plus touché, même si la sévérité diminue.

Quelque 500 000 hectares sont légèrement touchés par l'insecte, puis 892 000 hectares sont moyennement touchés et enfin 300 000 autres sont gravement touchés.

Avec la campagne d'arrosage 2025, ce sont 112 064 hectares qui ont été protégés. C'est plus que les

107 000 hectares prévus au départ. La tordeuse poursuit sa progression à l'ouest de la route 299, une tendance notée depuis quelques années. Malgré cette croissance, il est trop tôt pour évoquer la protection nécessaire pour 2026.

«On n'est pas capable de confirmer le programme pour l'année 2026, car nous récoltons encore des données sur le terrain, explique Marie-Louise Dubé. Dès que ce sera terminé, on va travailler sur nos plans d'intervention. Je pourrais m'avancer en disant qu'étant donné la progression à travers la province de façon générale, on pourrait s'attendre à un programme d'envergure.»

Au Québec, les superficies touchées sont passées de 14,3 millions à 17,5 millions d'hectares.

L'ÉPAQ a son bassin algal extérieur

Dans le cadre de la nouvelle version du programme Techniques de l'aquaculture, l'École des pêches et de l'aquaculture du Québec (ÉPAQ) innove en se dotant d'un premier bassin extérieur destiné à la culture d'algues et en incluant cette discipline dans le cursus des étudiants.

Jean-Philippe Thibault

Cette nouvelle installation permet la culture saisonnière d'algues, à l'automne et au printemps. Le bassin est ensemencé avec deux espèces : la laitue de mer (verte) et la dulce (rouge). Complémentaire aux infrastructures déjà en place, ce bassin extérieur offre de la possibilité de diversifier les cultures et de reproduire des conditions comparables à celles des industries. L'ÉPAQ souhaite ainsi offrir à ses étudiantes et étudiants une expérience reflétant les réalités professionnelles.

Expertise en culture d'algues

L'expertise de culture d'algues en bassins intérieurs et extérieurs s'appuie

sur plusieurs années de recherche et d'enseignement à l'ÉPAQ. Auteur du manuel *Culture de la main de mer palmée*, l'enseignant en aquaculture Éric Tamigneaux développe maintenant l'une des premières formations sur la production d'algues en bassins extérieurs.

«L'enseignement de la production des espèces d'algues vertes et rouges en eau froide est si nouveau qu'aucun manuel didactique sur le sujet n'a encore été publié. Nous allons créer notre propre matériel pédagogique à partir de nos propres essais, des publications scientifiques et du suivi des pratiques des industriels avec lesquels nous sommes en contact.»

Le développement des techniques de culture pour de nouvelles espèces d'algues et à des fins commerciales fait d'ailleurs partie des projets proposés dans l'option Recherche-études par l'enseignante Isabelle Gendron-Lemieux. Grâce à un de ces projets, une étudiante de l'ÉPAQ contribue cette année à l'essor de l'expertise en culture d'algues, unique au Canada.



De plus en plus d'entreprises se tournent vers la culture d'algues en bassin plutôt qu'en mer. Photo fournie par l'ÉPAQ

La révision du programme *Techniques de l'aquaculture* reflète l'évolution du secteur. De plus en plus d'entreprises se tournent vers la culture d'algues en bassin plutôt qu'en mer. Diverses

initiatives émergent notamment en Amérique du Nord et en Europe. La formation offerte à l'ÉPAQ cible principalement trois espèces d'algues rouges et une espèce d'algue verte.

Agropur semble choisir le bras de fer en plein lock-out

Machines déplacées devant les employés

Alors qu'Agropur a confirmé, en plein lock-out avec ses employés, qu'elle transférerait sa production de fromage en grains et de cheddar d'Amqui vers d'autres usines de son réseau, les négociations demeuraient au point mort, la semaine dernière, ne laissant pas présager aucune sortie de crise ni de rapprochement avec la partie syndicale.

Olivier Therriault

Si l'arrêt de la production était connu depuis deux ans, le moment choisi par la coopérative pour l'annoncer a fait sourciller plusieurs travailleurs.

«Les négociations ont pris fin sans que rien n'ait bougé. Les parties maintiennent leurs positions. Nous n'avions pas de date officielle (pour l'arrêt), mais c'était dans l'air. Nous ne sommes pas surpris, mais déçus que cela se fasse pendant que nos nombres sont à la rue et voient un sous-traitant sortir les machines devant leurs yeux», a commenté le conseiller à la vie syndicale pour la Centrale des syndicats démocratiques du Québec (CSD), Patrick Cyr.

En échange d'une entente

D'un autre côté, Agropur affirmait analyser un projet d'investissement qui viserait à augmenter sa capacité de



Agropur a mis son usine d'Amqui en lock-out pour une durée indéterminée. Photo La Presse Canadienne - Paul Chiasson

production de fromage cottage dans la Vallée dans la Matapédia. Or, il se concrétisera avec la «conclusion d'une entente de travail qui respecterait son cadre financier».

«Cela représente une considération importante dans l'analyse. Il y a une occasion à saisir. La demande pour les produits riches en protéines est en forte croissance et le fromage cottage gagne en popularité au Canada. Cette opportunité attire aussi d'autres acteurs de l'industrie, ce qui signifie que le temps joue contre nous», précisait le porte-parole de l'employeur, Guillaume Bérubé.

Au début de la semaine dernière, les employés de l'usine Agropur d'Amqui ont rejeté à 95 % les offres patronales soumises lors de la séance de négociation précédente, en présence du conciliateur.

du fromage cottage et de la crème sure, la seule au Canada à produire ces aliments.

«L'impact le plus majeur est le coût de transport supplémentaire, car le lait sera redirigé vers des usines plus centrales, comme Québec, Montréal, Victoriaville ou Plessisville», explique le porte-parole des Producteurs laitiers du Québec en Gaspésie, Normand Barriault, qui comprend le geste des travailleurs syndiqués de revendiquer de meilleures conditions salariales.



Des employés d'Agropur manifestent devant l'usine d'Amqui Photo courtoisie

Protéger la qualité des produits

Agropur a déclaré un lock-out, le 13 octobre, en réponse au déclenchement d'une grève de 24 heures la veille par les syndiqués, afin de «protéger la salubrité, la sécurité alimentaire et la qualité de ses produits».

La coopérative assure «qu'elle respecte le droit de grève de ses

employés». Toutefois, en tant que transformateur laitier, elle «ne peut se permettre de telles interruptions, qui perturbent ses opérations, affectent la chaîne d'approvisionnement et sont incompatibles avec les exigences de la transformation alimentaire en continu.»

Avec l'aide d'Alexandre D'Astous

Le lock-out fait grimper la facture des producteurs laitiers

Le conflit de travail déclenché à l'usine d'Agropur a des impacts sur les producteurs laitiers de l'Est-du-Québec, qui doivent envoyer le produit vers les grands centres pour être traité.

Nelson Sergerie

Ceci affecte leur rentabilité, car ils doivent déboursier davantage en frais de transport pour expédier le lait vers Québec, le Centre-du-Québec ou Montréal. L'usine d'Amqui fabrique

«L'impact sera de quelques sous de moins l'hectolitre par rapport au coût de transport», calcule-t-il. La facture sera partagée entre tous les producteurs du Québec, dans un principe d'autoassurance.

«Amqui est la première usine d'importance dans l'Est-du-Québec. Je ne suis pas dans l'administration de l'entreprise. Amqui est rentable pour le moment, mais le contexte change rapidement», note le producteur de Carleton-sur-Mer.

Plus loin, plus cher

Le lait qui arrive à Amqui provient de l'Est-du-Québec, mais aussi

de producteurs du nord du Nouveau-Brunswick. Si le conflit se prolonge, le transport du lait pourrait devenir un enjeu.

«Ça va prendre plus de camions pour transporter le lait puisqu'il ira plus loin. Certaines places pourraient ne pas être ramassées, estime Normand Barriault. Les unités sont calculées serrées. Les camions sur le chemin travaillent déjà sept jours sur sept. Les autres usines sont déjà pratiquement au maximum. Je ne présume pas qu'on devrait disposer du lait présentement, mais rien n'est impossible.» Il espère que le conflit se règle rapidement.



Musée de la Gaspésie

Sur la corde raide

Le Musée de la Gaspésie s'autofinance à 50 %. Photo Jean-Philippe Thibault

Le Musée de la Gaspésie n'a plus de marge de manœuvre alors que son élastique est étiré au maximum. Si Québec n'accorde pas davantage de soutien, il pourrait rompre.

Nelson Sergerie

Les Musées de l'Est du Québec ont tenu une conférence de presse à l'Assemblée nationale pour réclamer de nouveau 2,54 millions de dollars à Québec afin d'assurer la survie de 43 établissements en régions éloignées.

«Nous avons vécu trois années déficitaires consécutives. Nous avons puisé dans nos réserves. Nos vérificateurs financiers nous l'ont écrit : sans financement supplémentaire, la pérennité est compromise», explique le directeur du Musée de la Gaspésie, Martin Roussy, qui menait le point de presse.

Être excentré a un prix

Les revenus du musée régional sont composés à 50 % de sources autonomes. Une exposition qui vient au Musée de la Gaspésie coûte le double comparativement à celui d'une exposition dans la couronne de Montréal, en raison de la logistique et des frais de transport. Le tout se traduit par une forme d'iniquité au niveau financier, estime le directeur général.

«Si on veut par exemple présenter une exposition itinérante qui a été fabriquée en ville, à Montréal, pour les gens qui sont à 200 kilomètres de circonférence autour, le coût est à

15 000 \$. Mais rendu au Musée de la Gaspésie, c'est 30 000 \$.»

«Chaque dollar investi par le Programme d'aide au fonctionnement des institutions muséales ne vaut que 65 sous dans nos régions», ajoute-t-il.

Lors du dernier budget, les musées régionaux avaient demandé à Québec une enveloppe de 2,54 millions pour pallier à ces coûts supplémentaires et combler les surcoûts d'exploitation; une demande restée lettre morte.



Six directions de musées régionaux étaient à Québec pour lever un drapeau rouge. Au centre, Martin Roussy du Musée de la Gaspésie. Photo courtoisie

«On est ici pour réclamer une action rapide du gouvernement pour éviter la fermeture des musées de l'Est du Québec, pour corriger une injustice et pour protéger nos identités régionales.»

Minuit moins une

Les porte-paroles en Culture des oppo-

sitions, les ministres responsables de chacune des régions et les députés ont été rencontrés pour les sensibiliser à cet enjeu. La même requête est refaite publiquement aujourd'hui.

«Si rien n'est fait, le Musée de la Gaspésie comme les autres institutions muséales en régions éloignées risquent de devenir des bateaux fantômes qui vont emporter avec lui une part de notre histoire et de notre identité. Mais si on agit maintenant, on pourra garantir que cette mémoire continuera d'éclairer nos régions», lance Martin Roussy. Celui-ci qui fixe une date limite à décembre pour agir.

Pour les institutions muséales excentrées, la solution passe par l'inclusion du supplément à l'éloignement, une formule qui existe déjà dans d'autres programmes gouvernementaux.

La situation n'est par ailleurs pas plus rose dans les autres musées régionaux de l'est de la province. Celui de Rimouski a notamment dû fermer ses portes pendant huit mois cette année. Le Musée de la Mer aux Îles-de-la-Madeleine est lui fermé depuis le 10 octobre. Celui de la Côte-Nord réduit ses heures d'ouverture et son personnel assume l'entretien des bâtiments.

«Un montant de 2,54 millions est modeste à l'échelle d'un budget gouvernemental, mais il ferait une différence immense pour nos communautés et la préservation de notre patrimoine collectif», conclut Martin Roussy.

Une demande légitime, selon le député

Stéphane Sainte-Croix juge raisonnables les demandes faites par les musées régionaux.

Jean-Philippe Thibault

«La demande est très légitime. Elle a été bien documentée et le rapport est clair. Quand on regarde l'ensemble des demandes adressées par les musées, ça me paraît très raisonnable pour supporter le développement et le maintien d'une offre muséale», note Stéphane Sainte-Croix.

Les 2,54 millions de dollars demandés pour les 43 établissements muséaux représentent en moyenne un réinvestissement de 59 000 \$ pour chacun d'eux.

«Sans dire que tout va comme sur des roulettes, on a une écoute très attentive de M. Lacombe [ministre de la Culture]. On y travaille et avec le budget à venir, on espère qu'on sera au rendez-vous. Les programmes sont présentement en évaluation», précise le député.

Plus tôt en mars, Québec avait annoncé une augmentation à 200 millions de dollars le financement au Conseil des arts et des lettres du Québec, le CALQ. Les musées excentrés des milieux urbains étaient toutefois dans l'angle mort de cette annonce. Aucune somme supplémentaire ne leur était allouée.



Le député de Gaspé, Stéphane Sainte-Croix. Photo Jean-Philippe Thibault

8			9	1			3	7
	7					9		
	1		5				8	
		1						
5				2				6
		2	1	3		8		
		8	6	5				
2	6	3					7	
			3					

RÈGLES DU JEU :

Vous devez remplir toutes les cases vides en plaçant les chiffres 1 à 9 une seule fois par ligne, une seule fois par colonne et une seule fois par boîte de 9 cases.

Chaque boîte de 9 cases est marquée d'un trait plus foncé. Vous avez déjà quelques chiffres par boîte pour vous aider. Ne pas oublier: vous ne devez jamais répéter plus d'une fois les chiffres 1 à 9 dans la même ligne, la même colonne et la même boîte de 9 cases.

8	2	6	9	1	4	5	3	7
3	7	5	2	6	8	9	4	1
4	1	9	5	7	3	6	8	2
6	3	1	4	8	5	7	2	9
5	8	4	7	2	9	3	1	6
7	9	2	1	3	6	8	5	4
1	4	8	6	5	7	2	9	3
2	6	3	8	9	1	4	7	5
9	5	7	3	4	2	1	6	8

MOT CACHÉ

- | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|--|--|----------------------|-----------------------------|--|--|--------------------|-------------------|--------------------------------|--|---|-----------------|---|--|-----------------------------|--|
| B
BÉLIVEAU
BLAKE
BOSSY
BOURQUE
BRODEUR
BUCYK | C
CARBONNEAU
CHEEVERS
CHELIOS
COFFEY
COURNOYER | D
DELVECCHIO
DIONNE
DRYDEN
DURNAN | E
ESPOSITO | F
FRANCIS
FUHR | G
GEOFFRION
GOULET
GRETZKY | H
HALL
HARVEY
HASEK
HAWERCHUK
HOWE
HULL | J
JOLIAT | K
KURRI | L
LACH
LAFONTAINE | LAPERRIÈRE
LAPOINTE
LEMAIRE
LEMIEUX
LIDSTROM
LINDSAY | M
MAHOVLICH
MESSIER
MIKITA
MOORE
MORENZ | O
ORR | P
PARENT
PARK
PERREAULT
PLANTE
POTVIN | R
RICHARD
ROBINSON
ROBITAILLE
ROY | S
SAKIC
SAVARD | SAWCHUK
SELANNE
SHANAHAN
SHUTT
STASTNY
V
VEZINA
Y
YZERMAN |
|---|--|--|----------------------|-----------------------------|--|--|--------------------|-------------------|--------------------------------|--|---|-----------------|---|--|-----------------------------|--|

T	E	L	U	O	G	U	A	E	N	N	O	B	R	A	C	S	E	L	Y
N	C	R	P	L	A	N	T	E	B	U	C	Y	K	M	H	R	L	N	C
A	O	H	E	N	O	I	R	F	F	O	E	G	I	A	E	A	T	O	X
U	G	S	E	I	L	I	N	D	S	A	Y	K	N	I	F	S	F	U	H
L	A	R	N	E	S	E	K	A	L	B	I	A	R	O	A	F	E	O	N
R	A	E	E	I	V	S	H	U	T	T	H	R	N	T	E	I	W	I	Z
B	U	P	V	T	B	E	F	A	A	E	T	S	Y	M	E	V	H	N	
Y	O	E	O	I	Z	O	R	M	N	P	A	H	R	E	H	T	L	A	E
D	E	U	D	I	L	K	R	S	A	I	C	R	L	A	O	H	O	W	R
K	I	V	R	O	N	E	Y	L	N	I	O	O	S	P	S	C	I	E	O
E	U	O	R	Q	R	T	B	E	L	J	T	E	A	A	I	A	H	R	M
M	L	H	N	A	U	B	E	V	O	I	K	R	Y	R	C	L	C	C	T
O	Y	L	C	N	H	E	O	L	S	E	K	E	O	E	N	D	C	H	L
R	Z	N	I	W	E	H	I	O	D	C	R	S	R	N	A	U	E	U	U
T	E	E	K	A	A	A	P	A	S	R	H	I	E	T	R	R	V	K	A
S	R	D	A	M	T	S	I	B	N	A	A	E	A	L	F	N	L	F	E
D	M	Y	S	U	E	I	H	R	O	I	V	H	L	M	A	A	E	U	R
I	A	R	L	L	A	H	B	U	R	S	Z	A	C	I	E	N	D	H	R
L	N	D	M	O	O	R	E	O	L	U	S	E	R	I	O	L	N	R	E
R	E	Y	O	N	R	U	O	C	R	L	K	Y	V	D	R	S	R	E	P

SOLUTION DE MOT CACHÉ: LAFLEUR

SUDOKU

MOTS CROISÉS

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												
11												
12												

HORIZONTALEMENT

1. Florentin — Heurt entre des corps.
2. Bande étroite — Gangrène.
3. Joie — Rivière de Suisse.
4. Orifice du rectum — Eau-de-vie — Forte carte.
5. Morceau de tissu — Variété de prune.
6. Ut — Gagnant.
7. Ancienne mesure agraire — Indique la façon.
8. Son père a construit le Labyrinthe — Vieux Espagnols.
9. Sécrétion — Rude au goût.
10. Moment déterminé de l'année — Dressée.
11. Choisi — Panthère tachetée.
12. Chiffre qui évoque la malchance — Unie et polie.

VERTICALEMENT

1. Dublinoise.
2. Derrière la glace — Donner du travail à.
3. Ancêtre — Attire par des moyens publicitaires.
4. Épuiser — Pronom relatif.
5. Exclamation enfantine — Autour de l'île.
6. Force physique — Célèbre joueur de soccer.

7. Nord-est — Crier, en parlant de la jument.
8. Brutal — Terme de musique.
9. Veloutée — Petite pomme sucrée.
10. Se crie pour conspuer — Négation — Mauvais ragoûts.
11. Charpente — Légumineuses.
12. Se terminer — État européen.

E	S	I	L	E	Z	I	R	E	T	12
R	A	P	O	L	E	L	E			11
E	E	T	A	M	E	O	O	E		10
U	A	E	R	A	P	C	S			9
S	R	E	R	I	B	E	R	E		8
R	S	N	E	N	E	R	E			7
R	U	R	E	O	N	I	V	A	O	6
E	N	E	N	E	G	N	I	N		5
S	A	M	U	H	R	S	U	N		4
S	S	U	S	R	E	S	S	E		3
S	E	R	O	S	E	N	E			2
C	H	C	N	E	N	I	A	L		1
12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2

Danse et humour à l'honneur à Gaspé

Deux spectacles seront présentés dans la prochaine dizaine par le Centre de création diffusion de Gaspé.

Jean-Philippe Thibault

Il y aura tout d'abord de la danse le 8 novembre avec la compagnie La Otra Orilla, fondée en 2006 par la chorégraphe et danseuse québécoise Myriam Allard et le metteur en scène

et chanteur franco-tunisien Hedi Graja. Elle, ses débuts professionnels se font sur les planches des traditionnels tablaos en Espagne, avant d'intégrer différentes formations en Europe, aux États-Unis, au Japon – dont la compagnie d'Israel Galvan. Lui, est initié au théâtre à Paris puis au chant classique à Toulouse, avant de faire une rencontre décisive avec le flamenco et partir développer ses connaissances à Séville. La compagnie présentera

cette fois *Débordements*, une hybridation qualifiée de flamenca-punk.

Quelques jours plus tard, le 15 novembre, ce sera l'humoriste Silvi Tourigny qui montera sur les planches de la salle de spectacles de Gaspé. Elle présentera son premier spectacle solo *En feu!* Sa fidèle acolyte Carole ne sera pas bien loin. Les deux événements sont présentés dès 20 h.



AVIS PUBLIC DE NOTIFICATION

(Articles 135, 136 et 137 C.p.c.)

AVIS EST DONNÉ à : La Succession de Ambroise White, de vous présenter au greffe de la Cour Supérieure du district de Gaspé, sis au 124, rte 132, Percé, district de Gaspé, province de Québec, G0C 2L0, dans les 30 jours afin de recevoir la présente demande introductive d'instance en reconnaissance judiciaire du droit de propriété d'un immeuble par prescription acquisitive décennale modifiée en date du 29 août 2025 et avis d'assignation (articles 145 et suivants C.p.c.), procès-verbal d'audience, jugement sur demande du demandeur pour mode spécial de signification par la voie des journaux qui y ont été laissés à votre attention dans le dossier numéro : 110-17-001265-256

Vous devez répondre à cette demande dans le délai indiqué dans l'avis d'assignation qui l'accompagne, sans quoi un jugement par défaut pourrait être rendu contre vous et vous pourriez devoir payer les frais de justice

Le présent avis est publié aux termes d'une ordonnance rendue le 14 octobre 2025 par l'honorable Elif Oral de la Cour Supérieure dans le dossier numéro 110-17-001265-256

Il ne sera pas publié à nouveau, à moins que les circonstances ne l'exigent

Gaspé, le 28 octobre 2025

Lise Proulx, huissière de justice

Étude Lise Proulx Huissière

51, rue Brugières, Gaspé, district de Gaspé, (QC) G4X 1B5

TEL : (418) 368-1400

Courriel : lisetb@globetrotter.net

AVIS PUBLIC APPEL DE PROPOSITIONS DE SERVICES PROFESSIONNELS MISSION D'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS 2025-2026-2027 AVEC DEUX OPTIONS DE RENOUVELLEMENT D'UN AN CHACUNE (2028-2029)



La Ville de Gaspé recherche des offres professionnelles de cabinets d'experts-comptables pour l'audit de ses états financiers. Les propositions cachetées, adressées à la soussignée dans deux (2) enveloppes distinctes d'évaluation intérimaire (qualitative) et monétaire (quantitative) et portant la mention « Appel de propositions de services professionnels – Mission d'audit des états financiers 2025-2027 » seront reçues **jusqu'à 11 h 00, le 28 novembre 2025** au bureau de la greffière de la Ville de Gaspé, situé au 25, rue de l'Hôtel-de-Ville, Gaspé, (Québec) G4X 2A5.

Toutes les conditions du présent appel de propositions sont contenues dans les documents mentionnés. Les documents nécessaires et autres renseignements peuvent être obtenus sur le système électronique d'appels d'offres (SEAO). Les abonnés à ce service peuvent se procurer les documents relatifs au présent appel d'offres en s'adressant à SEAO et en lui payant les frais exigés. Toute personne intéressée peut contacter le service SEAO au numéro de téléphone 1-877-336-7326.

Les propositions d'évaluation intérimaire (qualitative) présentées seront ouvertes en public à **compter de 11 h 01, le 28 novembre 2025**, au bureau de la Ville de Gaspé. Seules les propositions d'évaluation intérimaire (qualitative) et monétaire (quantitative) reçues avant l'heure et la date susmentionnées seront considérées.

Quel que soit le mode d'expédition que le soumissionnaire choisit d'adopter, toute proposition doit, pour être valablement reçue, se trouver entre les mains de la greffière de la Ville de Gaspé ou son mandat officiel, sous pli cacheté, dans les délais prescrits, **avant 11 h 00, le 28 novembre 2025**, à l'adresse suivante :

Ville de Gaspé

**À l'attention de madame Isabelle Vézina, Greffière
25, rue de l'Hôtel-de-Ville, Gaspé (Québec) G4X 2A5**

Aucune proposition transmise par courriel ou télécopieur ne sera acceptée.

Soumission transmise par voie électronique

La Ville de Gaspé accepte également le dépôt des soumissions par voie électronique. Les soumissions doivent être déposées en format PDF en deux envois distincts, un premier incluant tous les documents et un deuxième contenant le prix proposé, le tout conformément à la procédure prescrite par le SEAO, et ce, avant 11 h le 28 novembre 2025.

Il est important de souligner que le dépôt par un soumissionnaire d'une même soumission en format papier et par voie électronique (via le SEAO) constitue un dépôt de plusieurs soumissions et entraîne le rejet automatique de toutes ces soumissions.

Quel que soit le mode d'expédition que le soumissionnaire choisit d'adopter, il appartient à ce dernier de s'assurer que sa soumission est déposée à temps au lieu exact de réception des soumissions indiqué ci-dessus.

La Ville de Gaspé ne s'engage à accepter ni la proposition ayant obtenu la plus haute note d'évaluation, ni aucune des propositions reçues et ne sera en aucune façon responsable de quelque dommage ou perte de quelque nature que ce soit pouvant résulter aux soumissionnaires du présent appel de propositions.

Donné à Gaspé, ce 5^e jour de novembre 2025

Isabelle Vézina,
Directrice des Services juridiques et greffière



L'opération anti-braconnage s'est tenue en Gaspésie

Point de mire cible 90 chefs d'accusation

Malgré toutes les opérations anti-braconnage, les campagnes de sensibilisation et les messages pour protéger la grande faune, des événements illégaux se poursuivent et obligent les autorités responsables à intervenir efficacement, comme le démontre la dernière opération Point de mire, en Gaspésie, que fréquentent 25 000 chasseurs d'orignaux par année.

«J'ignore si c'est la frénésie de la chasse, l'appât du gain, ou l'occasion qui fait le larron, année après année, il y a encore des gens qui débordent et qui vont à l'encontre de la réglementation, même si les messages de protection de la faune et du respect des règles sont très clairs», déplore le commandant Sylvain Marois, du Service de la protection de la faune,

secteur Est du Québec, qui s'étend de Thetford Mines aux Îles-de-la-Madeleine.

L'opération Point de mire, du 18 au 20 octobre, affiche une quête de 90 infractions, trois orignaux saisis, et huit dossiers d'enquête pour 90 chefs d'accusation. Dans le lot de ces infractions, certaines sont techniques, d'autres plus graves.

Protéger les orignaux vivants

«Avec Point de mire, on parle de chasse de gros gibier sans permis, de surplus de prises, de possession illégale et de saisies d'orignaux. Les enquêtes se poursuivent et il pourrait y avoir d'autres saisies. Notre travail demeure la protection des animaux, vivants, afin de permettre

aux chasseurs de profiter de la pérennité de l'espèce orignal. Une arme chargée dans un véhicule peut paraître banale comme infraction technique, mais c'est facilitant pour abattre du gibier. En plus, c'est non sécuritaire», ajoute le commandant Marois.

Les pratiques illégales mises à jour par Point de mire sont nombreuses et variées : avoir abattu du gros gibier au-delà de la quantité réglementaire; pour un double abat et l'annulation du certificat du chasseur, avoir en sa possession du gros gibier chassé en contravention avec la loi, avoir chassé du gros gibier sans permis et la nuit avec un projecteur; avoir en sa possession, sur un véhicule ou dans un véhicule, une arme à feu chargée et une arme à feu non insérée dans un étui.

Aussi, avoir omis, aussitôt l'animal abattu, de détacher le coupon de transport de son permis et de l'attacher au gibier; avoir chassé sans dossard et hors zone. S'ajoutent, avoir chassé sous l'effet de l'alcool et avoir sciemment fait obstacle à une personne effectuant légalement une activité de chasse.

Opérations Panache

Point de mire résulte d'informations obtenues des opérations Panache de 2023 et 2024 au Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie. «On s'est alors rapproché de la clientèle et des gens nous ont fait des signalements. Nous avons bâti Point de mire pour intervenir sur des secteurs et des gens aux signalements plus fréquents. On savait que nous avions des individus et groupes d'individus sur place et qu'on pourrait mener nos opérations», précise l'officier responsable Marois.



L'officier responsable de l'opération Point de mire, le commandant Sylvain Marois. Photo courtoisie MELCCFP

« On s'est rapproché de la clientèle. On savait que nous avions des individus sur place et qu'on pourrait mener nos opérations. »

Ce dernier ajoute que les agents de protection de la faune sont en recherche constante d'information, menant vers la planification d'opérations anti-braconnage. La chasse du cerf approche partout au Québec. Avec la fermeture de bureaux régionaux et la diminution d'agents, la collaboration citoyenne devient encore plus essentielle et confidentielle. Tout acte de braconnage est signalé au 1 800 463-2191 ou par Internet à SOS Braconnage – Urgence faune sauvage.



Les 70 agents de protection de la faune ont identifié 90 infractions, saisi trois orignaux et projetent 90 chefs d'accusation. Photo courtoisie MELCCFP

Voyager entre les Chic-Chocs et Anticosti

Il faut être allumé et avoir le goût de l'aventure pour suivre Karolane Lapointe, qui passe l'hiver sur les sommets du parc national de la Gaspésie, à l'Auberge de montagnes des Chic-Chocs.

pour moi n'est pas stressant. Je me sens vivante à 100%. L'inconnu, c'est excitant, tout devient alors possible », indique-t-elle dans une entrevue réalisée dans le cadre de l'émission radio et du balado « Rendez-Vous Nature ».

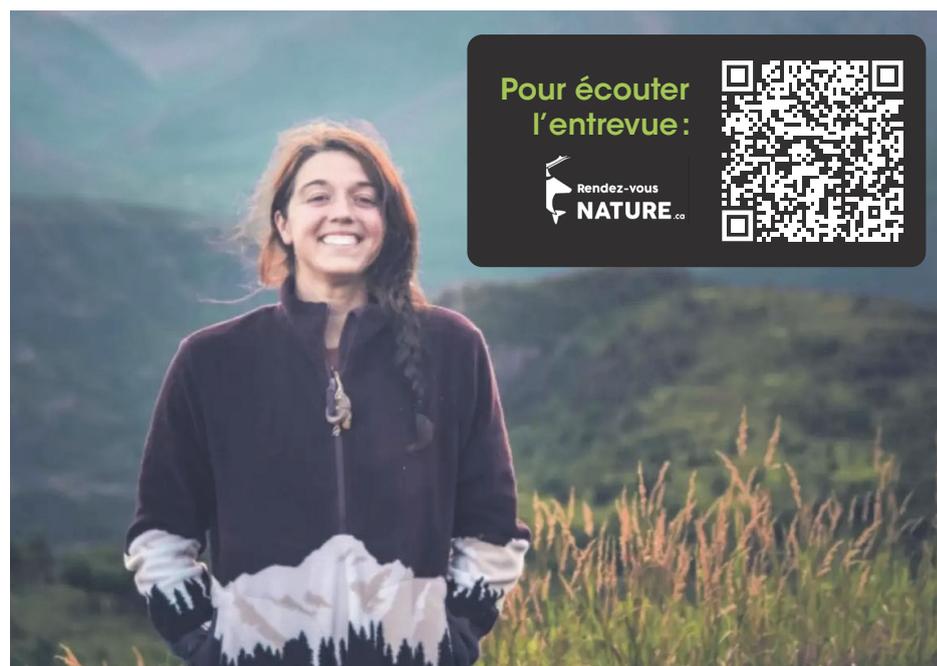
Ernie Wells Prendre soin de sa santé mentale

La chasse venue, elle part à l'île d'Anticosti, au pavillon de Rivière-Bell, dans le secteur est de l'île. Dans tous les cas, Karolane s'accomplit dans tous ses projets, s'émerveille de tout ce qu'elle voit et ce qu'elle fait, à travers un parcours atypique pour cette jeune femme de 32 ans, une kinésiologue originaire de Saint-Hyacinthe qui se destinait à l'enseignement de l'éducation physique au secondaire et au collégial. Puis elle tombe en amour avec la Gaspésie.

Elle enseignera l'éducation physique, mais en plein air, qu'elle adore, et s'inscrit au programme de tourisme en guide d'aventure à Gaspé. « L'Inconnu

Karolane se pose d'abord à l'île d'Anticosti. « Je voulais prendre soin de ma santé mentale. J'ai trouvé Anticosti, un mois de retraite en pleine nature, à Lac Renard, à faire des tâches quotidiennes simples, mais essentielles. Être moi-même, mais suffisamment énergique pour accomplir toutes les tâches requises. »

Lors de cette entrevue, Karolane parle aussi de son travail de serveuse en auberge de la SÉPAQ, et du soin des camps des chasseurs. Debout à 3 h 30, elle sert les déjeuners des guides à 4 h 30, puis les chasseurs à 4 h 45, l'entretien des lieux et l'organisation des lieux suivent.



Karolane Lapointe s'accomplit sur Anticosti et dans les Chic-Chocs. Photo courtoisie

« On se couche tard, mais on se lève tôt. Je fais des siestes la nuit et je dors le jour », image Karo qu'on retrouvera cet hiver à l'Auberge de montagne des Chic-Chocs, mais avant, à Hawaii et retour à SÉPAQ-Anticosti. Pour entendre cette entrevue, consultez le code QR ci-haut.

Chasse aux phoques: saison prolongée

Pêches et Océans Canada a annoncé qu'elle allongerait la saison de chasse aux phoques jusqu'au 15 février.

Dominique Fortier

Il s'agit donc d'un mois et demi de plus de chasse qui est autorisé par Pêches et Océans Canada, ce qui réjouit la directrice d'Exploramer Sandra Gauthier. « C'est la deuxième année consécutive que la période de chasse est prolongée. C'est aussi un mois et demi de plus où nous aurons une meilleure qualité de banquise. »

Lorsque le permis de chasse à des fins personnelles est octroyé après une formation auprès d'Exploramer, le détenteur a droit d'abattre six phoques par année. Évidemment, ceux qui convoitent ce permis doivent déjà avoir un permis de port d'armes et habiter dans l'Est-du-Québec.

Cette décision de Pêches et Océans Canada rassure les intervenants qui y

voient une confirmation de la volonté des différents paliers de gouvernement d'aller de l'avant avec la modernisation de la réglementation. « Ils ont démontré une grande ouverture et je crois que nos états généraux sur le phoque qui réunissent l'Association de chasseurs de phoques intra-Québec, l'Agence Mamu Innu Kaikussesht de la Côte-Nord et Exploramer viendra appuyer leurs décisions », ajoute Sandra Gauthier.

Lorsque le message provient du milieu, et non seulement du gouvernement, il est plus facile d'obtenir une acceptation sociale et de changer les règles sans faire trop de vague, estime la directrice d'Exploramer.

Ce que la chasse aux phoques implique

La grande différence entre la chasse au gros gibier et la chasse aux phoques est d'abord le lieu. « On est sur le bord de la plage avec des maisons



La chasse aux phoques est prolongée d'un mois et demi. Photo courtoisie - Yoanis Menge

en arrière-plan, donc les gens nous voient. C'est pour ça que c'est une chasse qu'on doit d'abord expliquer au voisinage. On doit aller cogner aux portes pour avertir les gens qu'ils risquent d'entendre des coups de feu. Ensuite, c'est la chasse la plus contrôlée au monde, surtout en ce qui a trait aux techniques d'abattage », explique Sandra Gauthier.

Tout ce qui vient par la suite comme le dépeçage, la boucherie, la conservation de la peau et la préparation de mets fait aussi partie des formations offertes par Exploramer. D'ailleurs, les 15 et 16 novembre, il y aura une formation à laquelle les gens sont invités à participer. Pour s'inscrire, il suffit de se rendre sur le site internet fourchettebleue.ca

25 % de la population étudiante de l'Est-du-Québec participe à un sport

RSEQ-EQ : 3 600 élèves-athlètes inscrits

Les activités sont commencées depuis la dernière fin de semaine d'octobre dans le Réseau du sport étudiant du Québec/Est-du-Québec (RSEQ-EQ). Elles regroupent environ 3 600 élèves-athlètes dans les divisions trois et quatre.



Annie Levasseur
alevasseur@lesoir.ca

«Juste en volley-ball, nous avons 122 équipes comparativement à 103 l'an dernier. En basketball, nous avons diminué de cinq ou six équipes et en futsal, ça se maintient avec environ 65 équipes. Pour le badminton, nous avons environ 400 inscriptions», mentionne le directeur général du RSEQ-EQ, Éric Plourde.

Ce nombre d'équipes concerne les divisions trois et quatre. Celles de hockey et une formation de basketball du Paul-Hubert de Rimouski sont en

division un et deux. Elles sont gérées par le Réseau du sport étudiant du Québec.

«Si on ajoute ces élèves-athlètes, on parle d'entre 5 000 et 5 500 jeunes pour la région. C'est 25 % de la population étudiante de l'Est-du-Québec qui participe à un sport. C'est énorme.»

Pour ce qui est du cheerleading et de l'athlétisme, les jeunes évoluent dans le réseau de Chaudière-Appalaches étant donné qu'il n'y a pas suffisamment d'équipes dans l'Est-du-Québec. Au niveau régional, les équipes prendront part à quatre événements avant le championnat de fin de saison, dont les gagnants se rendront aux championnats provinciaux scolaires.

La région en recevra deux cette année, en badminton à Amqui et en volley-ball cadet masculin et féminin, à Rimouski.



Un match de volleyball disputé à Gaspé. Photo courtoisie RSEQ-EQ

Engouement pour le sport

Éric Plourde se réjouit de voir l'engouement des jeunes pour le sport depuis la fin de la pandémie.

«On se demandait si l'activité chez les jeunes allait diminuer parce que les écrans avaient pris beaucoup de place. Nous avons eu une augmentation de participation de 25 % pour l'année qui a suivi et de 10 % l'année suivante. C'est une hausse annuelle de 5 % depuis.»

La mise en place d'activités parascolaires sportives et culturelles dans les écoles primaires aide à diminuer la sédentarité. «Nous sommes rendus à 1 422 inscriptions pour environ 120 activités offertes.

Ça comprend 46 écoles primaires sur les 96 du territoire», dit-il.



Éric Plourde Photo Annie Levasseur



Deux athlètes en badminton féminin Photo courtoisie

L'inclusion et l'improvisation s'imposent dans les écoles

Le Réseau du sport étudiant du Québec/Est-du-Québec (RSEQ-EQ) travaille présentement sur la mise en place d'un projet pour les classes adaptées.

Annie Levasseur

«Nous voulons faire deux événements dans chaque secteur de notre région.

Nous allons partir un projet pilote pour préparer les jeunes à aller à ce défi », indique Éric Plourde.

En plus du sport, le RSEQ-EQ touchera aussi à la gestion culturelle, puisque l'improvisation prendra de l'ampleur pendant l'année scolaire 2025-2026. «Nous avons été approchés par le Paul-Hubert de Rimouski pour nous

occuper de leur ligue d'improvisation. Ça se fait déjà à Montréal. Nous sommes en train de développer des ligues en benjamin et en juvénile. On parle de deux tournois en plus d'une finale régionale.»

Accessibilité aux plateaux

Le prochain défi sera l'accessibilité

aux plateaux. «Les infrastructures ne répondront plus à la demande. Le coût du transport est très élevé. Il faut trouver des solutions. Ça nous amène à penser à développer d'autres sports qui ne sont pas sur les plateaux intérieurs des écoles, comme le flag football et l'ultimate frisbee », relate monsieur Plourde.

Vaste mobilisation pour le retour du basketball féminin collégial

Éviter leurs départs vers les grands centres

Un groupe d'étudiantes-athlètes du programme Sélect de l'École Paul-Hubert de Rimouski, représenté par Mathilde Beaulieu et Mathilde Ruest, invitent toutes les joueuses du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie à se manifester pour relancer le basketball féminin au Cégep de Rimouski pour 2026-2027.



Olivier Therriault
otherrault@lesoir.ca

Puisqu'elles souhaitent vivement poursuivre leur parcours académique et sportif dans l'Est-du-Québec, elles demandent officiellement l'appui de la direction du Cégep de Rimouski pour planifier le retour du programme et éviter de s'exiler dans les grands centres. Une demande de rencontre a récemment été acheminée à sa direction et elle fut acceptée.

Seulement dans le secteur de Rimouski, déjà 13 étudiantes-athlètes ont exprimé leur volonté de rejoindre une éventuelle équipe des Pionnières, dès l'an prochain. D'ailleurs, un formulaire d'intérêt est actuellement en circulation pour brosser un portrait

plus complet du bassin de joueuses potentielles au Bas-Saint-Laurent et en Gaspésie.

Bâtir quelque chose de durable

«À court terme, nous souhaitons présenter à la direction du Cégep un portrait détaillé de la situation et débiter les démarches nécessaires pour la relance du programme. Nous ne voulons pas seulement jouer au basketball. On veut bâtir quelque chose de durable. Nous sommes prêtes à nous investir dans la relance et la pérennité du programme. Nous souhaitons donc un appui de la part de l'équipe du Cégep de Rimouski», mentionne Mathilde Beaulieu.

Le formulaire d'intérêt permettra de recueillir les noms des athlètes intéressées partout dans l'Est-du-Québec pour avoir un portrait détaillé de la situation et de faire appel aux entraîneurs de basketball intéressés.

Engouement bien présent

«Nous sommes d'avis que l'engouement pour ce sport est bel et bien présent dans notre région et que nous



Un match de basketball féminin entre l'Est-du-Québec et la Rive-Sud aux Jeux du Québec 2023 à Rimouski. Photo courtoisie Alain Tremblay

avons un bassin suffisant de joueuses pour former une équipe compétitive. Au cours des dernières années, nos joueuses se sont démarquées sur la scène québécoise dans diverses compétitions, dont lors des dernières éditions des Jeux du Québec», souligne Mathilde Ruest.

Les étudiantes-athlètes invitent toutes les jeunes joueuses intéressées à rem-

plir le formulaire d'intérêt et à joindre leur voix à ce mouvement.

Pour accéder
au formulaire
d'intérêt:



Le football scolaire est en plein essor

Un match de football scolaire cadet disputé à Mont-Joli. Photo Olivier Therriault

Près de 500 jeunes du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie ont participé aux activités du circuit de football scolaire du Réseau du sport étudiant du Québec/Est-du-Québec (RSEQ-EQ) au cours des derniers mois.

Annie Levasseur

Treize équipes se sont affrontées selon les règles du football à neuf joueurs sur les différents terrains du territoire pendant la saison. Matane, Gaspé, Mont-Joli et Rivière-du-Loup avaient des équipes dans les catégories atome, cadet et juvénile. L'école Paul-Hubert de Rimouski était représentée seulement en juvénile.

«Il y a eu une belle parité, cette année, avec des équipes qui ont causé des surprises. C'est le cas de Rivière-du-Loup, au niveau juvénile, qui a terminé

au premier rang du classement. Nous sommes habitués à ce que Mont-Joli occupe cette position», indique le directeur général du RSEQ-EQ, Éric Plourde.

Après le championnat de fin de saison, les vainqueurs de l'Est-du-Québec participeront aux finales interrégionales instaurées, l'an dernier.

Saison amicale en atome

Les jeunes de la catégorie atome (de la cinquième année à la première secondaire) ont joué des matchs amicaux toute la saison. «Depuis 2021, nous avons développé le benjamin. Le cadet, que nous n'avions jamais eu ou très peu dans le passé, est aussi arrivé», explique avec fierté monsieur Plourde.

Florent Houle est l'espoir de la semaine

L'espoir qui s'est le plus démarqué durant la sixième semaine d'activités dans la LHJMQ est l'ailier du Phoenix de Sherbrooke, Florent Houle, originaire de Maria.

Jean-Philippe Thibault

Le joueur de deuxième année a disputé deux rencontres sur la route lors de cette semaine. Il a récolté quatre buts et deux mentions d'aide.

Houle a inscrit les deux premiers buts de son équipe, le 24 octobre, dont le seul filet en avantage numérique de la rencontre, dans une cause perdante de 7-4 contre les Cataractes de Shawinigan. Le lendemain soir, il a été en mesure de contribuer aux quatre premiers buts des siens, récoltant cette fois deux buts et deux passes, pour mener le Phoenix vers une victoire en prolongation de 7-6 contre

les Tigres de Victoriaville.

Houle, qui a raté le début de la saison en raison d'une blessure, n'a pas perdu de temps pour se mettre en marche depuis son retour au jeu le 5 octobre.

Excellent début de saison

Au moment d'écrire ces lignes, en huit rencontres, l'ailier de 18 ans avait obtenu neuf buts et trois mentions d'aide. Il n'avait d'alors été blanchi de la feuille de pointage qu'une seule fois cette saison. Il avait récolté l'an dernier 34 points en 61 matchs (11 buts pour 23 passes). Houle avait ajouté à sa fiche 74 minutes de punition.

Tout au long de l'année, la LHJMQ met en vedette de manière hebdomadaire un joueur admissible au prochain repêchage de la LNH.



Florent Houle évolue avec le Phoenix de Sherbrooke.
Photo Phoenix de Sherbrooke
— Vincent Levesque Rousseau

Plusieurs records établis au Marathon Gaspésia

Les conditions étaient idéales pour le 9^e Marathon Gaspésia.
Photo Événements Gaspésia



Pas moins de 425 dossards ont été vendus pour la 9^e édition du Marathon Gaspésia le 25 octobre dernier.

Jean-Philippe Thibault

Il s'agit d'une hausse marquée des inscriptions pour l'événement qui a accueilli un maximum de 250 participants lors des éditions précédentes. L'augmentation est ainsi de 70 % comparativement aux meilleures années.

Sur le terrain, le marathon masculin a été remporté par Arnaud Belisle (Nominique) avec un temps de 3 h 22 min 39 s alors que chez les dames, Catherine Savary (Bathurst) s'est offert la première marche du podium avec un temps de 3 h 25 min 53 s. Ces deux temps constituent de nouveaux records de parcours depuis l'établissement de l'événement entre Percé et Sainte-Thérèse-de-Gaspé.

Fait remarquable, Guillaume Tousignant (Québec) s'est offert le 3^e meilleur temps chez les hommes en 3 h 41 min 3 s malgré une crevaison sur son fauteuil roulant. Il devient d'ail-

leurs le premier athlète à compléter le marathon avec la force de ses bras.

Le demi-marathon a lui été enlevé par David Cormier (New Richmond) en 1 h 22 min 18 s alors que le podium féminin a été coiffé de la performance de Daphné Landry (Nouvelle) en 1 h 36 min 35 s. David a retranché plus de 4 minutes au record qu'il détenait déjà à Percé alors que Daphné s'est offert une victoire après être montée sur la 2^e marche en 2023.

Pierre-Marc Paquin-Proulx (Pabos-Mills) demeure intouchable et remporte pour la 3^e fois l'épreuve de 10 km, réalisant également un record de parcours avec un temps de 0 h 37 min 47 s. Chez les femmes, Marwa Ouelhazi (Repentigny) repart avec la victoire abaissant le temps record à 0 h 48 min 36 s.

Finalement, deux jeunes de la relève, Meggan Lantin (Newport) en 23:40 et Alexandre Beaupré (Chandler) en 0 h 17 min 47 s, sont repartis avec les honneurs de l'épreuve du 5 km.



L'OCÉANIC DE RIMOUSKI

Défi mondial des moins de 17 ans

Perrault dans le giron de Hockey Canada

L'espace de deux semaines, Joël Perrault prend une pause avec l'Océanic pour joindre le programme d'excellence de Hockey Canada.



René Alary
ralary@lesoir.ca



Il agit comme entraîneur adjoint de l'une des deux équipes canadiennes formées pour le Défi mondial des moins de 17 ans qui se poursuit jusqu'à samedi à Truro, en Nouvelle-Écosse. Il avait pris part au camp estival d'évaluation, l'été dernier. « C'est une belle expérience pour moi juste de côtoyer tous les gens à Hockey Canada. Ça va être extrêmement enrichissant. Chaque fois tu as l'opportunité d'aller dans ce genre d'événements avec Hockey Canada, c'est extrêmement positif », a-t-il indiqué avant son départ de Rimouski, il y a une dizaine de jours.

L'entraîneur-chef de l'Océanic agit comme adjoint avec Équipe Canada blanc qui est dirigée par Scott Barney qui est le pilote des Wolves de Sudbury, de la OHL. Kyle Chipchura, un ancien joueur du Canadien de Montréal, est l'autre adjoint.

« Ce sont deux gars contre qui j'ai eu l'opportunité de jouer quand on était dans la Ligue nationale et la Ligue américaine. Quand on s'est vu cet été,

on a eu du plaisir ensemble à jaser de tout ça. »

Perrault a une belle occasion d'ajouter des pièces dans son coffre à outils. « Je vais m'occuper des défenseurs, c'est un nouveau rôle pour moi. Je vais également m'occuper des désavantages numériques. On parle souvent de sortir de nos zones de confort, ça va être le cas pour moi », explique-t-il.

Processus

Joël Perrault a levé la main quand le processus a été enclenché. « Hockey Canada envoie des courriels aux entraîneurs de la ligue canadienne pour les obtenir des candidatures. Je l'avais fait après ma première année avec l'Océanic. J'étais passé en entrevue, mais je n'avais pas été choisi. Il y a beaucoup d'entraîneurs qui lèvent la main. Avec l'année de la Coupe Memorial qui s'en venait, ils aimaient mieux que je me concentre sur notre équipe. Je les remercie parce qu'honnêtement, ça aurait été beaucoup. J'ai postulé de nouveau à la fin de la dernière saison, et j'ai été remis dans le même processus d'entrevue. On m'a demandé si ça m'intéressait de faire partie d'un des *coaching staff* comme assistant. J'ai rapidement accepté, c'est un bel honneur. »

Le Défi mondial s'est mis en branle dimanche après une semaine d'entraînement. En plus des deux équipes canadiennes (blanc et rouge), la compétition accueille la Suède, la Tchéquie, les États-Unis et la Finlande. Après les deux premières parties du



L'entraîneur-chef de l'Océanic, Joël Perrault, lors du tournoi de la Coupe Memorial, le printemps dernier, à Rimouski. Photo Vincent Éthier-LCH

tour préliminaire jouées en début de semaine, la ronde des médailles va s'amorcer jeudi. Le tournoi prendra fin, samedi.

Arsenault et Branton ignorés

Deux joueurs de l'Océanic, Zack Arsenault et Maxwell Branton, n'ont pas été retenus après avoir pris part au camp estival.

« Maxwell était dans mon groupe. Il a eu un très bon camp et a été dans les conversations jusqu'à la toute fin pour les décisions finales. C'est la même chose pour Zack. C'est normal qu'il y ait une petite déception, mais ils ne doivent pas s'en faire. Il y a beaucoup de talents au Canada. Il y a des joueurs qui n'ont pas été choisis et qui vont avoir de plus belles carrières

éventuellement », fait-il remarquer.

Cinq parties

Ce sont donc les adjoints de Perrault qui dirigent l'Océanic pour les cinq parties où il doit s'absenter. « Avec l'expérience de notre *coaching staff*, je peux partir en paix et on va continuer à se jaser très régulièrement. Les joueurs vont continuer à progresser et le message va être le même. »

Après avoir raté les deux matchs contre Québec en fin de semaine dernière, Perrault laissera son poste d'entraîneur-chef à Michel Ouellet pour trois parties à domicile cette semaine avec la visite de Saint John, jeudi, Val-d'Or, samedi, et Moncton, dimanche.

Éditrice :

Louise Ringuet

Directeur régional de l'information :

Olivier Theriault

Le SOIR

La Côte-de-Gaspé • Rocher Percé

Adjointe à l'éditrice et directrice du développement des affaires :

Nadine Perron

Directrice adjointe régionale de l'information :

Johanne Fournier
Journalistes :
René Alary
Alexandre D'Astous
Véronique Bossé
Dominique Fortier

Annie Levasseur
Bruno St-Pierre
Jean-Philippe Thibault

Conseiller-ère en solutions médias :

Alexandre Béland Lamer,
Rémi Côté et Hélène Houde

Coordonnatrice à la maquette et web :

Mélanie Daraïche

Coordonnateur expérience client et projets spéciaux :

Francis Mimeault

Graphistes :

Aude Robert-Gingras, Benoit Guérette

Développement web :

Martin Ayotte Cummings

Publié par :

Publications Le Soir Inc

Impression :

Québecor Média

Distribution :

Messageries Dynamiques

29 210 total | 5 205 en point de dépôt

ISSN : 2562-0118 (imprimé)

ISSN : 2562-0126 (en ligne)



Nous reconnaissons
l'appui financier du
gouvernement du Canada



LE TEMPS DES VŒUX, C'EST AUSSI LE TEMPS DE DIRE *merci.*

RÉSERVER
VOTRE ESPACE
AVANT LE
14 NOVEMBRE
2025!

Profitez de notre édition du temps des Fêtes pour partager vos bons mots à celles et ceux qui font briller votre entreprise tout au long de l'année

Contactez votre conseiller

581 805-9980 p.3170



Nous vous souhaitons
de tout cœur
un Noël enchanteur



Le **SOIR**